


Centre
National
du Graphisme
1 Place
Émile
Goguenheim
52000
Chaumont
France
www.cndg.fr
contact@cndg.fr
+33 (0)3 25
35 79 01

OFFRE D'EMPLOI

Le Groupement d'intérêt public « le Signe, centre national du graphisme »
Recherche son

Intitulé du poste :
2020-33 2020131

Assistant juridique H/F

Description de l'employeur :

Le Signe, centre national du graphisme, est un centre d'art dédié au design graphique dans un écrin architectural d'exception. Ouvert en 2016 à Chaumont en Haute-Marne, il est le fruit d'une initiative unique en France portée par la Ville de Chaumont, la Région Grand Est et le Ministère de la Culture, constitués en groupement d'intérêt public. Equipement culturel de référence, le Signe est un lieu de travail, de lecture, de recherche, de création, d'innovation, d'édition, de formation, de médiation, de conservation, d'expositions, de ressources et de convivialité, adressé aux néophytes, aux designers et aux porteurs de la commande graphique.

Chaumont, forte d'une collection remarquable d'affiches anciennes léguée en 1906, s'est imposée comme un haut lieu du design graphique depuis la création en 1990 d'un festival et d'un concours international qui a permis la constitution d'une collection d'affiches contemporaines. Devenu Biennale et

désormais porté par le Signe, ce rendez-vous incontournable réunit tous les artistes et designers graphiques à travers le monde depuis 28 ans.

www.centrenationaldugraphisme.fr

Description du poste :

Référence : Poste vacant et à pourvoir n° 2020-33

- **Statut/Contrat** : Titulaire par voie de mise à disposition ou de détachement, à défaut Contractuel de droit public à durée déterminée
- **Filière/Grade** : Filière administrative/Rédacteur à rédacteur principal (catégorie B)
- **Position dans l'organisation** :
Pôle administration
N+1 : Administratrice
N+2 : Directeur général

Conseil juridique :

- Conseiller les agents et les alerter sur les risques juridiques
- Anticiper et analyser l'impact des évolutions juridiques pour l'établissement
- Suivre et animer un système de traitement des demandes de conseil (procédures, tableaux de bord)
- Accompagner les agents dans l'élaboration et le suivi des projets

Contrôle des actes juridiques :

- Organiser le processus de contrôle préalable des actes de toute nature (conventions, contrats, délibérations, arrêtés, etc.)
- Vérifier la validité juridique des actes et organiser leur procédure de validation
- Informer et sensibiliser les agents au processus de contrôle préalable des actes
- Suivre l'exécution des actes
- Archiver et classer les actes

Passation et exécution des marchés publics :

- Définir les procédures de marchés adaptés à la nature et au volume de l'achat
- Elaborer l'ensemble des documents et pièces contractuelles (AE, RC, CCAP, etc.) nécessaires au lancement de la consultation et à l'ensemble de la procédure avec le pôle concerné
- Assurer la publication et la mise en ligne des consultations via le cas échéant d'un logiciel dédié
- Garantir la légalité des procédures d'achats et de mise en concurrence

- Participer à l'analyse des offres en appui du pôle concerné et rédiger le rapport de présentation du marché
- Notifier les marchés et assurer le suivi juridique en lien avec le pôle concerné
- Tenir à jour des tableaux de suivi des marchés

Assemblées :

- Tenir à jour et anticiper la liste des dossiers présentés aux conseils d'administration et aux assemblées générales
- Rédiger l'ordre du jour des conseils d'administration et des assemblées générales en collaboration avec le Directeur général, son Directeur adjoint et l'Administratrice
- Veiller aux visas apparaissant dans les projets de délibération
- Transmettre les informations à l'agent chargé de préparer les réunions des instances de gouvernance

Veille juridique :

- Assurer une veille juridique sur l'évolution de la réglementation en vigueur en relation avec les missions du GIP
- Participer à la diffusion de l'information juridique au sein du GIP et à la formation des personnels si nécessaire

Profil requis :

- Niveau d'études nécessaire : Bac
- Expérience requise dans des fonctions similaires
- Expérience de la fonction publique
- Maîtrise de l'outil informatique (logiciels Word, Excel, Powerpoint) et des outils de travail collaboratifs en ligne
- Maîtrise des techniques, normes et règles juridiques
- Connaissance des bases de données juridiques
- Connaissance du cadre de la commande publique
- Connaissance du droit de la propriété intellectuelle
- Discrétion et confidentialité

Conditions de travail :

- Temps de travail annualisé
- Travail à temps complet
- Contraintes du poste : actualisation régulière des connaissances

Lieu d'exercice :

le Signe, centre national du graphisme
1 Place Emile Goguenheim
52000 CHAUMONT

Modalités de recrutement :

- Poste ouvert aux titulaires de la fonction publique par voie de mise à disposition ou de détachement et aux contractuels de droit public.

- Contrat d'une durée d'un an : uniquement dans le cadre d'un recrutement d'un contractuel de droit public.

- Calendrier :

Date limite de candidature : 23 février 2020 minuit

Après sélection sur dossier, les candidats seront convoqués à un entretien de recrutement à Chaumont (52000).

- Rémunération : Traitement indiciaire correspondant au grade

- Dates : Poste à pourvoir n° 2020-33 - A compter du Mars 2020

- Les candidatures sont à adresser à : candidature@cndg.fr

Informations complémentaires : Les candidats sont invités à adresser leur candidature (CV, lettre de motivation, copie du plus haut niveau de diplôme obtenu à l'attention de Monsieur le Directeur général du Groupement d'intérêt public le Signe, centre national du graphisme 1, place Emile Goguenheim (place des Arts) 52000 CHAUMONT, obligatoirement par courriel.

Les pièces jointes doivent être au format pdf, et nommées comme suit :

« référence du poste + nom du candidat + prénom du candidat + nom du

fichier ». Le Signe s'engage dans une démarche de recrutement visant à

l'égalité des chances et à la pratique de non-discrimination sous toutes ses formes.

- Travailleurs handicapés : Nous vous rappelons que conformément au principe d'égalité d'accès à l'emploi public, cet emploi est ouvert à tous les candidats remplissant les conditions statutaires requises, définies par le statut général des fonctionnaires, la Loi du 26 janvier 1984 portant statut général des fonctionnaires territoriaux et le décret régissant le cadre d'emplois correspondant. Nous vous rappelons toutefois, qu'à titre dérogatoire, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi par voie contractuelle.